

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 105

*(Réimpression)*

**Loi modifiant certaines dispositions législatives  
concernant la démocratie et la rémunération des élus  
dans les municipalités**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

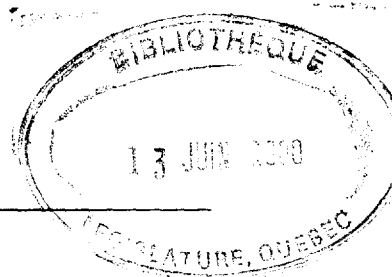
Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980



## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes (1978, c. 63), de façon à la rendre permanente et à en élargir l'application.*

*Essentiellement, la loi modifiée s'appliquera à toutes les municipalités du Québec, sous réserve des exceptions suivantes: d'une part, les dispositions relatives à la division d'une municipalité en districts électoraux s'appliqueront obligatoirement aux municipalités de 20,000 habitants ou plus et facultativement aux municipalités dont la population est entre 1,000 et 20,000 habitants, et, d'autre part, les dispositions relatives au financement des partis politiques municipaux et des candidats aux élections municipales s'appliqueront uniquement aux municipalités de 20,000 habitants ou plus.*

*Ce projet de loi apporte également des modifications aux dispositions législatives actuelles relatives à la rémunération des élus municipaux. Les barèmes prévus par la loi actuelle pour le calcul de la rémunération minimale des élus, en fonction de la population de la municipalité, sont augmentés d'environ 24%, rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 1980, et seront indexés chaque année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981. Dorénavant, les municipalités pourront hausser la rémunération de leurs élus par un règlement qui ne sera plus assujéti à la procédure du référendum. Des maximums seront cependant fixés à la rémunération que les élus pourront recevoir de leur municipalité ou d'un organisme supramunicipal au sein duquel ils siègent.*

*En outre, ce projet de loi introduit diverses modifications aux lois actuelles en matière d'accès aux fonctions municipales, d'information des citoyens et de déontologie. Par exemple, un candidat à une élection municipale ou un membre d'un conseil municipal pourra désormais demander et obtenir de son employeur un congé sans rémunération, total ou partiel. Le mécanisme des élections partielles en cas de vacance au conseil s'ap-*

*pliquera à toutes les municipalités. Une période de questions lors des séances du conseil municipal sera dorénavant obligatoire. Enfin, une déclaration des intérêts financiers des membres d'un conseil municipal sera exigée de ceux-ci dans les soixante jours de leur élection.*

## Projet de loi n° 105

Loi modifiant certaines dispositions législatives  
concernant la démocratie et la rémunération des élus  
dans les municipalités

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Le titre de la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes (1978, c. 63), remplacé par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«Loi sur les élections dans certaines municipalités».

**2.** L'article 1 de cette loi modifié par l'article 3 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**1.** Une municipalité, quelle que soit sa population, est assujettie aux chapitres IV et V et aux sections II, III.1 et v à VIII du chapitre VI.

«**1.1** Une municipalité autre que les villes de Montréal et de Québec est assujettie à la section III du chapitre VI.

«**1.2** Une municipalité de 20 000 habitants ou plus est assujettie aux sections III.2 et IV du chapitre VI et au chapitre VII.

«**1.3** Une municipalité qui a une population de 20 000 habitants ou plus le 1<sup>er</sup> janvier de l'année antérieure à celle pendant laquelle doit avoir lieu une élection générale dans la municipalité est assujettie aux chapitres II et III.

«**1.4** Une municipalité qui a une population de 1 000 habitants ou plus mais de moins de 20 000 habitants peut, par règle-

ment de son conseil adopté à la majorité des deux tiers des membres de celui-ci, décréter que les chapitres II et III s'appliquent à elle. Elle est assujettie à ces chapitres aux fins d'une élection générale si ce règlement est en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'année antérieure à celle pendant laquelle doit avoir lieu cette élection générale.

Une copie certifiée conforme de ce règlement est transmise au ministre des affaires municipales et au directeur général de la représentation.

«**1.5** Lorsqu'une municipalité est assujettie aux chapitres II et III, aux sections III.2 et IV du chapitre VI ou au chapitre VII, elle continue d'y être assujettie même si sa population diminue en deçà de 1 000 ou 20 000 habitants, selon le cas, sous réserve de l'article 1.6.

«**1.6** Si la population d'une municipalité diminue en deçà de 1 000 habitants, le ministre des affaires municipales peut, sur demande de la municipalité, décréter que les chapitres II et III cessent de s'appliquer à elle, qu'elle cesse d'être divisée en quartiers ou districts électoraux et que son conseil se compose d'un maire et de six conseillers.

Le décret est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le jour de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée. Il est également publié dans un journal diffusé dans la municipalité.

Le décret a effet aux fins de toute élection à compter de la première élection générale qui suit son entrée en vigueur.

Le décret cesse d'avoir effet aux fins de toute élection à compter de la première élection générale pour laquelle les chapitres II et III s'appliquent de nouveau, conformément à l'article 1.3 ou 1.4. Le ministre des affaires municipales publie à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal diffusé dans la municipalité un avis de la cessation d'effet du décret.».

### **3.** L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *c*;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) «directeur général de la représentation»: le directeur général de la représentation nommé en vertu de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57);»;

3° par le remplacement du paragraphe *f* par les suivants:

«*f*) «élection générale»: une élection où tous les postes de membres du conseil d'une municipalité peuvent faire l'objet d'une

mise en candidature, à l'exception d'une telle élection tenue en raison de la vacance de ces postes survenue avant l'expiration normale du mandat de ces membres du conseil;

«f.1) «greffier»: le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité;

«f.2) «municipalité»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ou, selon le contexte, le territoire sur lequel elle a juridiction, à l'exception:

1° d'une corporation de comté ou d'une municipalité régionale de comté;

2° d'une corporation de village cri ou naskapi;

3° d'une corporation de village nordique;

4° d'une corporation municipale qui, en vertu de la loi qui la constitue ou la régit, n'est pas représentée par un conseil formé de personnes élues à cette fin;».

**4.** L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**3.** À compter du 1<sup>er</sup> janvier et avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année antérieure à celle pendant laquelle doit avoir lieu une élection générale, le conseil de la municipalité adopte un règlement divisant la municipalité en districts électoraux.

Ce règlement est mis en vigueur avant le 1<sup>er</sup> novembre qui suit son adoption.

Le greffier transmet une copie certifiée conforme du règlement au directeur général de la représentation, après son adoption. Il fait de même après sa mise en vigueur, sauf si elle a été faite par le directeur en vertu de l'article 13.

«**3.1** Le règlement visé à l'article 3 est adopté conformément à la loi qui régit la municipalité, sous réserve des articles 3.2 à 3.8.

«**3.2** Le règlement visé à l'article 3 ne peut être adopté que si la procédure prévue par les articles 3.3 à 3.8 a été suivie.

«**3.3** Le conseil adopte par résolution un projet de règlement divisant la municipalité en districts électoraux.

«**3.4** Dans les sept jours de l'adoption du projet de règlement, le greffier publie dans un journal diffusé dans la municipalité un avis résumant l'objet du projet de règlement et décrivant les limites des districts électoraux proposés, en utilisant autant que possible le nom des rues.

«**3.5** L'avis visé à l'article 3.4 précise l'endroit dans la municipalité où tout électeur peut prendre connaissance du projet de règlement; il indique qu'un électeur peut, dans les dix jours de la publication de l'avis, faire connaître par écrit au greffier son opposition au projet de règlement; il indique aussi l'endroit où doit être adressée cette opposition; il reproduit enfin l'article 3.7.

«**3.6** Aux fins de l'article 3.5, un électeur est une personne inscrite sur la liste électorale faite en vertu de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3) pour une section de vote, ou une partie de celle-ci, comprise dans la municipalité.

Est également un électeur une autre personne physique qui:

1° est inscrite au rôle d'évaluation, au rôle de valeur locative ou au rôle de perception de la municipalité, et qui

2° est inscrite sur la liste électorale de la municipalité ou sur l'annexe de son rôle d'évaluation, ou aurait droit de l'être en vertu de la loi qui régit la municipalité s'il n'était pas tenu compte de la durée de la période pendant laquelle cette personne a été inscrite au rôle visé au paragraphe 1°.

«**3.7** Le conseil tient une séance publique aux fins d'entendre les personnes présentes, au sujet du projet de règlement, si le nombre requis d'électeurs, au sens de l'article 3.6, a fait connaître par écrit au greffier son opposition au projet de règlement.

Ce nombre est d'au moins:

1° vingt électeurs dans une municipalité de moins de 20 000 habitants;

2° un électeur par tranche de mille habitants dans une municipalité de 20 000 habitants ou plus mais de moins de 100 000 habitants;

3° cent électeurs dans une municipalité de 100 000 habitants ou plus.

«**3.8** Si le conseil doit tenir une séance publique, le greffier publie dans un journal diffusé dans la municipalité un avis d'au moins trois jours francs indiquant le lieu, le jour et l'heure où il siègera aux fins d'entendre les personnes présentes, et l'objet de cette séance.

«**3.9** Les articles 3.2 à 3.8 ne s'appliquent pas dans le cas d'un règlement qui modifie le règlement visé à l'article 3 uniquement pour donner suite aux recommandations du directeur général de la représentation faites en vertu de l'article 8.



«**3.10** Le règlement visé à l'article 3 est mis en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité, sous réserve des articles 4 à 8. Il ne requiert pas d'approbation, sauf dans le cas prévu par le troisième alinéa de l'article 11.».

**5.** L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** L'avis visé à l'article 5 précise l'endroit dans la municipalité où tout électeur, au sens de l'article 3.6, peut prendre connaissance du règlement; il indique qu'un électeur peut, dans les dix jours de la publication de l'avis, faire connaître par écrit au directeur général de la représentation son opposition au règlement; il indique aussi l'endroit où doit être adressée cette opposition; il reproduit enfin le premier alinéa de l'article 8.».

**6.** L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**7.** Le directeur général de la représentation avise par écrit la municipalité de toute opposition qu'il reçoit.».

**7.** L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Le directeur général de la représentation tient une séance publique aux fins d'entendre les personnes présentes, au sujet du règlement, si le nombre requis d'électeurs, au sens de l'article 3.6, a fait connaître par écrit au directeur son opposition au règlement dans le délai prescrit. Ce nombre est d'au moins:

1° vingt électeurs dans une municipalité de moins de 20 000 habitants;

2° un électeur par tranche de mille habitants dans une municipalité de 20 000 habitants ou plus mais de moins de 100 000 habitants;

3° cent électeurs dans une municipalité de 100 000 habitants ou plus.

Le directeur publie alors dans un journal diffusé dans la municipalité un avis d'au moins trois jours francs indiquant le lieu, le jour et l'heure où il siégera aux fins d'entendre les personnes présentes, et l'objet de cette séance.

La municipalité a le droit de se faire entendre lors de cette séance.

Après cette séance, le directeur transmet ses recommandations à la municipalité, par courrier recommandé ou certifié.

Ces recommandations sont rendues publiques par la municipalité, de la manière que détermine le directeur.

Le directeur peut mettre la municipalité en demeure d'apporter, dans le délai qu'il fixe, toute modification au règlement nécessaire pour donner suite, en tout ou en partie, à ses recommandations.».

**8.** L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Les articles 4 à 8 ne s'appliquent pas dans le cas d'un règlement qui modifie le règlement visé à l'article 3 uniquement pour donner suite aux recommandations du directeur général de la représentation.».

**9.** L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**11.** Chaque district électoral doit être délimité de façon à ce que le nombre d'électeurs dans ce district ne soit ni supérieur ni inférieur de plus de 15% au quotient obtenu en divisant le nombre total d'électeurs dans la municipalité par le nombre de districts.

Aux fins du présent article, le mot «électeur» a le sens que lui confère l'article 3.6. Pour déterminer dans quel district une personne est un électeur, les dispositions de la loi qui régit la municipalité relatives au lieu d'exercice du droit de vote s'appliquent en les adaptant.

Un règlement délimitant un district dans lequel le nombre d'électeurs est supérieur ou inférieur de plus de 15% au quotient déterminé en vertu du premier alinéa doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le directeur général de la représentation.».

**10.<sup>1</sup>** L'article 12 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans toute la mesure du possible, aucun secteur électoral délimité en vertu de la Loi sur la représentation électorale ne doit être compris dans plus d'un district électoral.».

**11.** L'article 13 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

«**13.** À défaut pour la municipalité d'adopter le règlement visé à l'article 3 dans le délai prévu, ou de modifier ce règlement dans le délai fixé par le directeur général de la représentation en vertu de l'article 8, le directeur effectue la division de la municipalité en districts électoraux.

À défaut pour la municipalité qui a adopté un tel règlement de le mettre en vigueur dans le délai prévu, le directeur effectue la division en districts électoraux ou met en vigueur le règlement adopté par la municipalité.

Le directeur transmet à la municipalité une copie certifiée conforme de la décision par laquelle il effectue la division en districts électoraux ou met en vigueur le règlement de la municipalité, selon le cas.

Le directeur publie dans un journal diffusé dans la municipalité un avis mentionnant l'objet de la décision par laquelle il effectue la division en districts électoraux, ou du règlement de la municipalité, selon le cas; cet avis indique la date de l'adoption de la décision ou du règlement et l'endroit où il peut en être pris communication.

La division en districts électoraux effectuée par le directeur ou le règlement de la municipalité entre en vigueur le jour de la publication visée au quatrième alinéa, malgré l'article 4. Cette publication tient lieu de l'approbation prévue par l'article 11. La division en districts électoraux effectuée par le directeur ou le règlement mis en vigueur par lui a le même effet qu'un règlement adopté et mis en vigueur par le conseil de la municipalité conformément à l'article 3.

Le conseil de la municipalité peut adopter le règlement, ou le modifier pour tenir compte des recommandations visées à l'article 8, même après l'expiration du délai pour ce faire, tant qu'une division en districts électoraux effectuée par le directeur n'est pas entrée en vigueur. Il peut mettre en vigueur le règlement qu'il a adopté, même après l'expiration du délai pour ce faire, tant que le directeur ne l'a pas fait à sa place ou tant qu'une division en districts électoraux effectuée par le directeur n'est pas entrée en vigueur.».

**12.** L'article 13-1 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**13.1** La division en district électoraux s'applique aux fins de la première élection générale qui suit l'entrée en vigueur du règlement de la municipalité ou de la décision du directeur général de la représentation, selon le cas, et aux fins de toute élection subséquente tenue avant la deuxième élection générale.

Aux fins d'une telle élection, les mots «quartier» et «district électoral», dans la loi qui constitue ou régit la municipalité, signifient un district électoral délimité en vertu du présent chapitre. Le présent alinéa n'affecte toutefois pas les quartiers délimités dans la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102).

«**13.2** Le directeur général de la représentation ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte officiel accompli par lui de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre.

«**13.3** Aucun recours extraordinaire ni aucune mesure provisionnelle prévus par le Code de procédure civile ne peuvent être pris contre le directeur dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre. L'article 33 de ce code ne s'applique pas à l'égard d'un acte accompli par le directeur dans l'exercice de ces fonctions.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement un bref, une ordonnance ou une injonction délivrés à l'encontre du présent article.

«**13.4** Le directeur général de la représentation peut, dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre, consulter un document faisant partie des archives d'une municipalité et en obtenir copie sans frais.».

**13.** L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**14.** À compter de l'élection générale qui suit la division de la municipalité en districts électoraux conformément au chapitre II, le conseil de la municipalité se compose:

1° d'un maire, et

2° d'un conseiller pour chaque district électoral.».

**14.** L'article 15 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**15.** Une personne qui est membre de la Législature du Québec ou du Parlement du Canada ne peut occuper un poste de membre du conseil d'une municipalité.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui, le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 105*), est membre de la Législature du Québec ou du Parlement du Canada, jusqu'à ce qu'elle cesse de l'être. Une personne ne cesse pas d'être membre de la Législature du Québec ou du Parlement du Canada à l'expiration de son mandat si elle est réélue à l'élection suivante.

«**15.1** Ne peut occuper un poste de membre du conseil d'une municipalité un membre ou un fonctionnaire, autre qu'un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27):

1° du ministère des affaires municipales;

2° du ministère de l'environnement;

3° de la Commission municipale du Québec;

4° du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec;

- 5° de la Société d'habitation du Québec;
- 6° de la Commission de police du Québec;
- 7° de la Commission de protection du territoire agricole du Québec;
- 8° de la Commission des loyers; ou
- 9° de la Commission nationale de l'aménagement.

«**15.2** La Cour supérieure peut, sur requête d'une municipalité, déclarer déchu de sa fonction un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé de cette municipalité qui:

1° a été trouvé coupable de trahison ou d'un acte punissable d'un an d'emprisonnement ou plus en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature du Québec,

2° a été trouvé coupable d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus après avoir été antérieurement trouvé coupable de deux actes criminels ainsi punissables, ou

3° a été déclaré coupable d'une infraction criminelle par une cour de justice et détenu en conséquence dans un établissement de détention ou dans un pénitencier, ou coupable de manoeuvres frauduleuses au cours d'une élection dans la municipalité.

La Cour ne peut accorder les conclusions de la requête de la municipalité que si le motif invoqué parmi ceux mentionnés au premier alinéa est un motif d'incapacité aux charges municipales en vertu de la loi qui régit la municipalité.

Dès que le jugement de dernier ressort accorde les conclusions de la requête, le poste du membre du conseil ou du fonctionnaire ou employé est vacant.

«**15.3** Les motifs d'incapacité aux fonctions municipale prévus par les articles 15 et 15.1 s'ajoutent à ceux prévus par toute autre loi.».

**15.** L'article 19 de cette loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**19.** Le directeur général des élections peut, sur demande du président d'élection, fournir à ce dernier toute l'aide dont il peut avoir besoin pour exercer ses fonctions et lui donner des instructions.».

**16.** L'article 21 de cette loi, modifié par l'article 10 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par ce qui suit:

«**21.** Le jour de la présentation des candidats à une élection est le quatorzième jour qui précède celui du scrutin.

### «SECTION III.1

#### «CONGÉ SANS RÉMUNÉRATION

«**21.1** Un employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à un employé qui est candidat à une élection municipale ou qui est membre d'un conseil municipal.

Un employeur ne peut être tenu d'accorder à son employé qui est membre d'un conseil municipal des congés sans rémunération pour une période globale dépassant huit ans.

«**21.2** Le congé commence à la plus tardive des dates suivantes:

1° le jour où l'employé devient candidat ou membre du conseil, selon le cas;

2° le premier jour pour lequel l'employé demande le congé.

Le congé dont bénéficie un candidat se termine le jour où une personne est déclarée élue au poste pour lequel il est candidat. Le congé dont bénéficie un membre du conseil se termine lorsque son mandat expire ou lorsque son poste devient autrement vacant. L'employé peut mettre fin à ce congé en tout temps.

«**21.3** Le congé peut être total ou partiel, selon la demande de l'employé. Si ce dernier demande un congé partiel, il doit préciser les jours ou les heures visés.

«**21.4** À l'expiration du congé, ou du dernier des congés successifs, l'employeur doit reprendre l'employé, si celui-ci le demande, aux conditions de travail qui prévalaient avant le début du congé ou à des conditions plus avantageuses pour l'employé, selon ce que prévoit la convention collective ou, à défaut, l'entente entre l'employeur et l'employé.

«**21.5** Un employeur ne peut, en raison du fait que son employé se prévaut de son droit à un congé en vertu de l'article 21.1, congédier, mettre à pied, suspendre, rétrograder ou déplacer cet employé, ni lui accorder des conditions de travail moins avantageuses que celles auxquelles il a droit, notamment en retranchant de sa période de vacances la durée du congé.

Le premier aliéna n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de congédier, mettre à pied, suspendre, rétrograder ou

déplacer l'employé, ou de changer ses conditions de travail, pour une cause juste et suffisante dont la preuve lui incombe.

«**21.6** Une contravention à l'article 21.4 ou 21.5 autorise l'employé, s'il n'est pas régi par une convention collective, à faire valoir ses droits auprès d'un commissaire du travail nommé en vertu du Code du travail, comme s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales. Les articles 15 à 20 du Code du travail s'appliquent alors, en les adaptant.

Si l'employé est régi par une convention collective, son association, ou lui-même par l'application des articles 38*b* à 38*f* du Code du travail édictés par l'article 28 du chapitre 41 des lois de 1977, a le droit de soumettre un grief à l'arbitrage. L'article 17 du Code du travail s'applique, en l'adaptant, à l'arbitrage de ce grief.

«**21.7** Un employeur qui contrevient à l'article 21.1, 21.4 ou 21.5 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en plus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas mille dollars pour chaque jour où il commet l'infraction.».

**17.** L'article 22 de cette loi est abrogé.

**18.** Cette loi est modifiée par l'insertion, avant l'article 23, de l'intitulé suivant:

«SECTION III.2

BULLETIN DE PRÉSENTATION».

**19.** L'article 23 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**20.** L'article 24 de cette loi est abrogé.

**21.** L'article 25 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**25.** Il doit être produit, en même temps que le bulletin de présentation d'un candidat d'un parti autorisé, une déclaration assermentée ou une affirmation solennelle du représentant officiel du parti attestant que cette personne est le candidat du parti au poste considéré.».

**22.** Les articles 26 et 27 de cette loi sont abrogés.

**23.** L'article 28 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**24.** L'article 29 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

**25.** Les sections V et VI du chapitre VI de cette loi, comprenant les articles 30 à 33, sont remplacés par ce qui suit:

«**30.** Les articles 28 et 29 ne s'appliquent pas si tous les candidats aux postes qui font l'objet d'un scrutin sont des candidats indépendants.

#### «SECTION V

##### «TRAVAIL PARTISAN DES FONCTIONNAIRES

«**31.** Aux fins de la présente section, on entend par:

1° «fonctionnaire ou employé d'une municipalité» et «fonction dans une municipalité»: outre leur sens ordinaire, un fonctionnaire ou employé d'une corporation de comté, d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine ou régionale, et une fonction dans l'une de celles-ci;

2° «élection dans une municipalité»: dans le cas où la présente section s'applique à un fonctionnaire ou employé d'une corporation de comté, d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine ou régionale, une élection dans une municipalité comprise dans le territoire de la corporation de comté, municipalité régionale de comté ou communauté urbaine ou régionale.

«**32.** Il est interdit à un fonctionnaire ou employé d'une municipalité de se livrer à un travail partisan relativement à une élection dans la municipalité.

Celui qui contrevient au premier alinéa devient inhabile à exercer une fonction dans la municipalité pendant deux ans à compter du jugement de dernier ressort.

«**33.** L'article 32 n'empêche pas un fonctionnaire ou employé d'une municipalité d'assister à une réunion politique ou de verser, conformément à la loi, une contribution à un parti politique ou à un candidat à une élection dans la municipalité, ou d'être membre d'un parti politique.

«**33.1** Celui qui use d'intimidation ou de menaces pour amener un fonctionnaire ou employé d'une municipalité à contrevenir au premier alinéa de l'article 32 ou pour le punir de son refus d'y contrevenir est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende de cinq cents dollars à deux mille dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois.



De plus, s'il exerce une fonction dans une municipalité, la sanction prévue par l'article 32 s'applique à lui.

## «SECTION VI

### «DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES ÉLUS

«**33.2** Dans les soixante jours de son élection ou de sa nomination, chaque membre du conseil d'une municipalité dépose devant le conseil une déclaration écrite mentionnant l'existence des intérêts qu'il a:

1° dans des corporations, sociétés ou entreprises, et

2° dans des immeubles situés dans la municipalité et dans le territoire de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine ou régionale dont fait partie la municipalité.

La déclaration mentionne notamment les emplois et les postes d'administrateur occupés par le membre du conseil, ainsi que l'existence des emprunts de plus de 2 000 \$ contractés par le membre du conseil auprès de personnes ou institutions autres que les institutions financières.

La déclaration ne mentionne pas l'existence de sommes déposées dans une institution financière. Elle ne mentionne pas la valeur des intérêts y énumérés.

«**33.3** Chaque année, dans les soixante jours de l'anniversaire de son élection ou de sa nomination, chaque membre du conseil dépose devant le conseil une déclaration mise à jour.

Dans l'intervalle, un membre du conseil qui acquiert un intérêt entraînant un conflit avec celui de la municipalité doit déclarer cet intérêt par écrit, devant le conseil, dès la première séance qui suit l'acquisition de l'intérêt.

«**33.4** À défaut de déposer la déclaration dans le délai prévu par l'article 33.2 ou 33.3, le membre du conseil ne peut, tant qu'il ne l'a pas fait, siéger ou voter au conseil de la municipalité, de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté, de la communauté urbaine ou régionale, ou à tout comité, commission ou organisme dont il fait partie en raison du fait qu'il est membre d'un tel conseil.

Pour chaque séance d'un conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un organisme à laquelle le membre du conseil ne peut être présent ou voter en vertu du premier alinéa:

1° il ne reçoit aucune rémunération, si celle-ci consiste en une somme payable pour chaque séance à laquelle il est présent ou vote; ou

2° dans les autres cas, on retranche de sa rémunération attachée à la fonction considérée un montant égal à un pour cent de cette rémunération.

Les décisions prises et les actes accomplis par le conseil, comité, commission ou organisme ne sont pas invalides du seul fait que le membre du conseil y a siégé ou voté en contravention du présent article.

«**33.5** Un membre du conseil qui, sciemment, fait une déclaration fausse ou incomplète devient inhabile à exercer une fonction municipale pendant deux ans à compter du jugement de dernier ressort.

## « SECTION VII

### « STATISTIQUES ÉLECTORALES

«**33.6** Après une élection ou un autre changement dans la composition du conseil, le greffier de la municipalité transmet au ministre des affaires municipales un état contenant les renseignements et les statistiques concernant l'élection ou la nouvelle composition du conseil.

Le ministre peut prescrire le contenu de cet état et le délai dans lequel il doit lui être transmis. Il peut également décréter que cette transmission est faite au moyen d'un formulaire qu'il fournit à cette fin.

Un décret du ministre en vertu du présent article est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

## « SECTION VIII

### « REMPLACEMENT D'UN POSTE VACANT

«**33.7** Lorsque le poste de maire ou de conseiller devient vacant plus de douze mois avant l'élection prévue à date fixe pour ce poste par la loi qui régit la municipalité, le président d'élection entreprend les procédures d'une élection à ce poste par la publication, dans les huit jours qui suivent la vacance, de l'avis prévu par l'article 257 du Code municipal ou 156 de la Loi sur les cités et villes, ou par l'annexe A dans le cas des villes de Montréal et de Québec.

Cette élection est conduite à tous égards comme une élection prévue à date fixe, en faisant les adaptations nécessaires, sous réserve de l'article 146 de la Loi sur les cités et villes qui s'applique également aux villes de Montréal et de Québec, en l'adaptant.

Une personne élue lors de cette élection l'est pour le reste de la durée du mandat du membre du conseil qu'elle remplace.

«**33.8** Si aucune personne n'est mise en candidature au poste de maire, les conseillers procèdent selon l'article 33.9, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats. Si aucune personne n'est mise en candidature au poste de conseiller, ce poste demeure vacant jusqu'à la prochaine élection prévue à date fixe pour ce poste, sous réserve de l'article 33.10.

«**33.9** Lorsque le poste de maire devient vacant dans les douze mois qui précèdent l'élection prévue à date fixe pour ce poste par la loi qui régit la municipalité, les conseillers élisent l'un d'entre eux pour remplir la fonction de maire pendant le reste de la durée du mandat, dans les quinze jours qui suivent la vacance. Cette élection se fait au scrutin secret et le greffier proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des conseillers présents. Si les voix sont également partagées, la personne qui préside la séance donne un vote prépondérant, même si elle a déjà voté et malgré toute disposition contraire.

L'acceptation du poste de maire par un conseiller rend vacant son poste de conseiller.

Lorsqu'un poste de conseiller devient vacant au cours de la période visée au premier alinéa, il le demeure jusqu'à la prochaine élection prévue à date fixe pour ce poste, sous réserve de l'article 33.10.

Malgré les trois premiers alinéas, le conseil de la municipalité peut, dans les quinze jours qui suivent une vacance, décréter qu'elle sera comblée conformément à l'article 33.7. Le président d'élection agit alors conformément à cet article dans les huit jours de la décision du conseil.

«**33.10** Le greffier de la municipalité avertit par écrit le ministre des affaires municipales et lui expose la situation chaque fois que :

1° l'élection dont la date est fixée par la loi qui régit la municipalité n'a pas eu lieu à cette date;

2° l'élection visée à l'article 33.7, ou à l'article 170 ou 235 de la Loi sur les cités et villes, n'a pas eu lieu à la date fixée en vertu de ces dispositions;

3° l'avis fixant la date d'une élection visée au paragraphe 2° n'a pas été donné;

4° l'élection ayant eu lieu, il a été élu un nombre insuffisant de membres du conseil; ou

5° pour cause de vacances, il n'y a pas quorum au conseil.

Dans un cas visé au premier alinéa, le ministre des affaires municipales peut ordonner la tenue d'une élection à la date qu'il fixe. Cette élection est présidée par la personne qu'il désigne et les deuxième et troisième alinéas de l'article 33.7 s'y appliquent. Avis de cette élection est donné conformément au premier alinéa de cet article.

Si l'élection ordonnée par le ministre n'a pas lieu ou qu'un nombre insuffisant de membres du conseil est élu lors de cette élection, le ministre peut se prévaloir à nouveau du pouvoir mentionné au deuxième alinéa ou nommer des personnes éligibles pour remplir les postes vacants, ou l'un ou plusieurs de ceux-ci, pour le reste de la durée du mandat des membres du conseil qu'elles remplacent.

Si le ministre se prévaut à nouveau du pouvoir mentionné au deuxième alinéa et que l'élection n'a pas lieu ou qu'un nombre insuffisant de membres du conseil est élu lors de cette élection, le ministre peut nommer des personnes éligibles pour remplir les postes vacants, ou l'un ou plusieurs de ceux-ci, pour le reste de la durée du mandat des membres du conseil qu'elles remplacent.

«**33.11** Les dispositions de la présente section prévoyant qu'une personne est élue ou nommée pour le reste de la durée du mandat du membre du conseil qu'elle remplace n'ont pas pour effet de soustraire cette personne aux dispositions législatives qui prévoient les cas où une personne cesse d'être membre du conseil d'une municipalité.

«**33.12** Une vacance causée par un jugement annulant une élection est comblée conformément aux articles 33.7 à 33.11.».

**26.** L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Après le jour du scrutin, l'autorisation accordée à un candidat indépendant habilite ce dernier à solliciter et recueillir des contributions aux seules fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales faites conformément au présent chapitre.».

**27.** L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Si la nullité de l'autorisation du parti ou son retrait en vertu de l'article 51 ou 53 survient à une date trop rapprochée de celle du scrutin pour que le président d'élection puisse faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, le scrutateur se sert de ceux qu'il a, après avoir rayé visiblement et uniformément par un trait à l'encre le nom du parti sur tous les bulletins.».

**28.** L'article 85 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas où le candidat indépendant sollicite et recueille des contributions après le jour du scrutin, aux fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales, son représentant officiel doit produire un rapport au trésorier, six mois après l'expiration du délai visé au premier alinéa et par la suite à tous les six mois tant que le candidat continue à solliciter et recueillir des contributions.».

**29.** L'article 105 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans l'hypothèse mentionnée au premier alinéa, le chef du parti ou le candidat indépendant ne peut être à nouveau mis en candidature lors d'une élection dans une municipalité, quelle qu'elle soit, tant que les rapport et déposition n'ont pas été remis et qu'il n'a pas été excusé du retard par ordonnance d'un juge.».

**30.** L'article 117 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**117.** Les dispositions d'une loi générale ou spéciale ou de lettres patentes applicables à une municipalité, ou d'un règlement de celle-ci, concernant les matières visées dans les chapitres ou sections de la présente partie qui s'appliquent à cette municipalité, continuent de s'y appliquer, en les adaptant, dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec ces chapitres ou sections.».

**31.** L'article 118 de cette loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**118.** Est inopérante dans une municipalité à laquelle s'applique le chapitre VII une disposition d'une loi, d'un règlement ou de lettres patentes visés à l'article 117 qui prohibe la fourniture, le port ou l'utilisation d'objets permettant d'afficher l'appartenance à un parti, ou l'appui ou l'opposition à un parti, à un candidat ou à des opinions préconisées ou combattues par un parti ou un candidat.

Une telle disposition continue toutefois de s'appliquer:

1° en tout temps au cours de la période qu'elle vise, dans ou sur un immeuble où se situe un bureau de scrutin ou dans ou sur un immeuble contigu, et

2° partout dans la municipalité, le jour du scrutin.

«**118.1** Une disposition d'une loi, de lettres patentes ou d'un règlement décrétant une fusion ou une annexion de municipalités, qui entre en vigueur après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 105*) et qui concerne une matière visée par la présente loi, prime une disposition inconciliable de celle-ci.».

**32.** L'article 120 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**120.1** Pour l'application de la présente loi, la population d'une municipalité est celle qui est indiquée au dernier dénombrement reconnu valide en vertu de l'article 7 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 16a du Code municipal, selon le cas, à compter seulement de la date de la publication du décret du gouvernement en vertu de cet article.»;

2° par le remplacement des paragraphes 3 et 4 par les suivants:

«3. Dans le cas de l'annexion d'une partie d'une municipalité, ou d'un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale, la population d'une municipalité touchée par l'annexion est celle que le gouvernement peut établir, si le ministre des affaires municipales lui représente que l'annexion a vraisemblablement eu pour effet de porter la population de cette municipalité à 1 000, 20 000, 50 000, 100 000, 250 000, 500 000 ou 1 000 000 d'habitants ou plus, ou de la diminuer en deçà de ces chiffres.

Le décret du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

«4. La population d'une municipalité déterminée en vertu des paragraphes 2 ou 3 vaut jusqu'à ce qu'elle soit déterminée conformément au paragraphe 1 sur la base d'un dénombrement effectué après la fusion ou l'annexion.».

**33.** L'article 121 de cette loi, modifié par l'article 14 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**121.** Les chapitres II et III de la partie I s'appliquent aux fins d'une élection générale prévue pour 1980 uniquement à une municipalité dont la population, au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 105*), est égale ou supérieure

à 20 000 habitants. Aux fins de cette élection dans cette municipalité, les délais mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article 3 expirent respectivement le 31 juillet et le 31 août 1980 et le règlement visé à cet article peut être adopté sans que soit suivie la procédure prévue par les articles 3.3 à 3.8.

«**121.1** Les chapitres II et III de la partie I s'appliquent aux fins d'une élection générale prévue pour 1981 uniquement à une municipalité visée à l'article 121 ou à une municipalité qui s'est conformée aux deuxième alinéa. Aux fins de cette élection dans cette municipalité, les délais mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article 3 expirent respectivement le 31 décembre 1980 et le 31 mars 1981.

Une municipalité dont la population, au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 105*), est égale ou supérieure à 1 000 habitants mais inférieure à 20 000 habitants peut décréter que les chapitres II et III de la partie I s'appliquent à elle aux fins de l'élection générale prévue pour 1981, en se conformant à l'article 1.4, pourvu que le règlement y visé soit en vigueur avant le 1<sup>er</sup> septembre 1980.».

**34.** L'article 122 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**122.** Le directeur général de la représentation, le directeur général des élections et le directeur général du financement des partis politiques doivent chacun, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au président de l'Assemblée nationale du Québec un rapport de leurs activités respectives en vertu de la présente loi pour l'année civile précédente.

Le président de l'Assemblée nationale du Québec dépose chaque rapport devant celle-ci, si elle est en session, dans les trente jours de la réception du rapport; s'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale du Québec ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

«**122.1** Le ministre des affaires municipales est responsable de l'application de la présente loi, sauf en ce qui concerne les pouvoirs et responsabilités qu'elle confère ou impose au directeur général de la représentation, au directeur général des élections et au directeur général du financement des partis politiques.».

**35.** Cette loi est modifiée par l'addition, à la fin, de l'annexe suivante:

## « ANNEXE A

*Avis de la date d'une élection  
aux fins de combler une vacance*

AVIS PUBLIC est par les présentes donné qu'une élection sera tenue le . . . . ., si cela devient nécessaire conformément à la loi, aux fins de combler la vacance au poste de:

. . . . .

. . . . .

. . . . .

(mentionner tous les postes vacants)

Donné sous mon seing, à . . . . ., ce . . . . .

(ville)

(date)

. . . . .  
Président d'élection».

**36.** Le Code municipal est modifié par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

«**10a.** Le procureur général peut:

1° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une corporation locale ou d'un organisme supra-municipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25);

2° intenter la poursuite prévue par l'article 431.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supra-municipal» a le sens que lui confèrent les articles 41*b* et 41*c* de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979.».

**37.** L'article 77 de ce code, remplacé par l'article 1 du chapitre 65 des lois de 1963 (1<sup>re</sup> session) et l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1968 et modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1974, l'article 3 du chapitre 82 des lois de 1975, l'article 9 du chapitre 53 des lois de 1977 et l'article 6 du chapitre 36 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:



«**77**. Une corporation locale verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il rend à la corporation à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa fonction, une somme annuelle minimale égale à la somme des montants suivants:

1° 0,70 \$ par habitant compris dans la tranche de la population de la municipalité n'excédant pas 5 000 habitants;

2° 0,63 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 5 000 habitants.

La corporation locale verse à chacun des conseillers, aux mêmes fins, une somme annuelle minimale égale au tiers de celle versée au maire.

«**77 a**. Pour le calcul visé à l'article 77, le chiffre de la population de la municipalité est accru en lui ajoutant le produit obtenu par la multiplication du nombre 1,25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue.

Le nombre des maisons de villégiature visées au premier alinéa est celui qui apparaît dans un état dressé annuellement par le secrétaire-trésorier.

La différence entre la somme calculée selon le critère du chiffre accru de la population et celle à laquelle le membre du conseil aurait droit sans cet accroissement ne peut excéder:

1° dans le cas du maire, 1 700 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 1 700 \$;

2° dans le cas d'un conseiller, 500 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 500 \$.

«**77 b**. Le maire ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 1 500 \$.

Un conseiller ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 500 \$.

«**77 c**. Les montants d'argent prévus par les articles 77 à 77b sont augmentés, s'il y a lieu, pour chaque exercice financier de la corporation locale, conformément aux alinéas suivants.

Un montant applicable pour un exercice donné est égal à celui applicable pour l'exercice précédent multiplié par le salaire de base pour l'année précédant l'exercice considéré et divisé par le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base pour une année est la moyenne arithmétique des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble

des activités économiques au Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15), pour chacun des douze mois de la période se terminant avec le mois de juin de l'année. Ces traitements et salaires, pour chacune des deux années précédant l'exercice financier municipal considéré, sont ceux apparaissant dans la première publication de Statistique Canada contenant ceux pour le mois de juin précédant immédiatement l'exercice financier.

Lorsque le produit du calcul visé au deuxième alinéa appliqué à un montant par habitant est un nombre comportant une partie décimale, on ne tient compte que des trois premières décimales. Lorsque le produit de ce calcul appliqué à un autre montant n'est pas un multiple de 10, il est porté au plus proche multiple de 10.

Un montant applicable pour un exercice donné ne peut être inférieur à celui applicable pour l'exercice précédent. Il ne peut lui être supérieur de plus de six pour cent.

«**77d.** Chaque année, le ministre des affaires municipales publie à la *Gazette officielle du Québec* le résultat du calcul prévu par l'article 77c.

«**77e.** La corporation locale peut, par règlement de son conseil, décréter que sera versée annuellement au maire ou aux conseillers, aux fins mentionnées à l'article 77, une somme qu'elle fixe et qui excède celle calculée en vertu des articles 77 à 77d.

La corporation locale ne peut, en vertu du premier alinéa, fixer à l'égard des conseillers une somme annuelle supérieure au tiers de celle versée au maire ou fixée à son égard.

«**77f.** Le membre du conseil qui donne l'avis de motion relatif au règlement visé à l'article 77e dépose en même temps devant le conseil un projet de tel règlement qui, notamment, indique les sommes auxquelles ont droit les membres du conseil en vertu des articles 77 à 77d et contient, s'il y a lieu, la mention prévue par l'article 77g.

Avis public est donné par le secrétaire-trésorier, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la session où il doit être adopté, au moins vingt et un jours avant cette session. En plus d'être affiché, cet avis est publié dans un journal diffusé dans la municipalité, dans le même délai.

Le projet de règlement fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de la session où il doit être adopté.

Une contravention au présent article entraîne la nullité du règlement.

«**77g.** La corporation municipale peut, dans le règlement visé à l'article 77e, décréter que l'article 77c s'applique, en l'adaptant, à la somme fixée par ce règlement, pour tout exercice financier municipal à compter du premier qui commence après l'entrée en vigueur du règlement, tant que celui-ci conserve son effet.

«**77h.** Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement des sommes établies en vertu des articles 77 à 77g, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller.

«**77i.** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la corporation locale ne peut recevoir de celle-ci et d'un organisme qui en est le mandataire, à titre de rémunération et d'allocation de dépenses pour la fonction de maire ou de conseiller et pour une fonction dans l'organisme, une somme globale annuelle supérieure à :

1° 50 000 \$ dans le cas du maire;

2° 16 667 \$ dans le cas d'un conseiller.

Les articles 77c et 77d s'appliquent, en les adaptant, aux montants mentionnés au premier alinéa.

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir de la corporation locale et d'un organisme mandataire de celle-ci, si les premier et deuxième alinéas ne s'appliquaient pas, excède le maximum fixé par ceux-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum.

Aux fins du présent article, on entend par «organisme mandataire de la corporation locale» :

1° un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la corporation locale; ou

2° un organisme dont le conseil d'administration est composé entièrement de membres du conseil de la corporation locale et dont le budget est adopté par celle-ci.

«**77j.** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la corporation locale ne peut recevoir de celle-ci, d'un organisme qui en est le mandataire et d'un organisme supra-

municipal, à titre de rémunération et d'allocation de dépenses pour la fonction de maire ou de conseiller et pour une fonction dans l'organisme, une somme globale annuelle supérieure à celle que le gouvernement peut fixer par décret.

Le gouvernement peut définir des catégories de corporations locales, d'organismes mandataires de celles-ci, d'organismes supramunicipaux et de fonctions, et fixer selon ces catégories des sommes maximales différentes.

Le décret du gouvernement est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier qui précède ou qui suit sa publication, selon ce qui y est prévu.

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir de la corporation locale, d'un organisme mandataire de celle-ci et d'un organisme supramunicipal, si le décret du gouvernement ne s'appliquait pas, excède la maximum fixé par celui-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum. Pour le calcul de la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir, on tient compte de la réduction effectuée conformément au troisième alinéa de l'article 77i, s'il y a lieu.

Aux fins du présent article, les expressions «organisme mandataire de la corporation locale» et «organisme supramunicipal» ont le sens que leur confèrent respectivement l'article 77i et l'article 10a.

«**77k.** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la corporation locale ne peut recevoir, à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller et à une fonction dans un organisme mandataire de la corporation locale ou un organisme supramunicipal, une somme globale annuelle supérieure au montant de l'allocation annuelle pour frais de représentation d'un député de l'Assemblée nationale du Québec fixé par la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1).

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir de dédommagement d'une partie de ses dépenses, si le premier alinéa ne s'appliquait pas, excède le maximum fixé par celui-ci, l'excédent est censé être, pour chaque fonction visée et proportionnellement à la rémunération de base y attachée, une rémunération additionnelle au lieu d'un dédommagement de dépenses. Pour le calcul de la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir, on tient compte de la

réduction effectuée conformément au troisième alinéa de l'article 77*i* ou au quatrième alinéa de l'article 77*j*, s'il y a lieu.

Aux fins du présent article, les expressions «organisme mandataire de la corporation locale» et «organisme supramunicipal» ont le sens que leur confèrent respectivement l'article 77*i* et l'article 10*a*.

«**77*l***. Les dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation locale doivent être, dans chaque cas, autorisées au préalable par le conseil. Ce dernier approuve leur paiement sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives.

Cependant, le conseil peut aussi, par règlement, établir un tarif applicable aux cas où ces dépenses sont occasionnées par un acte ou une catégorie d'actes accomplis au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec. Ce tarif tient lieu de l'autorisation préalable mentionnée au premier alinéa. Le paiement de ces dépenses est approuvé par le conseil sur présentation d'un état appuyé des pièces justificatives exigées par le règlement.».

**38.** L'article 81 de ce code, remplacé par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1954-1955 et modifié par l'article 4 du chapitre 82 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**81.** Le mandat des conseillers locaux dure deux ans, sous réserve des articles 85, 248 et 249*a* à 249*j*.».

**39.** L'article 82 de ce code, remplacé par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1927 et l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1954-1955 et modifié par l'article 5 du chapitre 82 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**82.** Le chef du conseil se nomme «maire». Il est élu par les électeurs tous les deux ans, chaque année désignée par un nombre impair, sous réserve des articles 249*a* à 249*j*.».

**40.** L'article 85 de ce code, modifié par l'article 2 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 3 du chapitre 50 des lois de 1954-1955 et l'article 11 du chapitre 53 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le maire élu à la première élection générale tenue en vertu de l'article 246, de même que celui nommé en vertu de l'article 238*a*, ne restent en fonction que jusqu'à l'époque de la tenue de l'élection générale du maire, fixée par l'article 82, sous réserve des articles 249*a* à 249*j*.».

**41.** L'article 111 de ce code est remplacé par le suivant:

«**111.** Le quorum du conseil de comté est de sept, si les membres qui le composent sont au nombre de douze ou plus, et de la majorité s'ils sont moins que douze; celui du conseil local est de la majorité.».

**42.** L'article 112 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1934 et remplacé par l'article 13 du chapitre 53 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**112.** Les sessions ordinaires ou générales du conseil de comté sont tenues le second mercredi de chacun des mois de mars, juin et septembre ainsi que le quatrième mercredi de novembre, ou tout autre jour juridique des mêmes semaines fixé par règlement du conseil; celles du conseil local ont lieu le premier lundi de chaque mois, à moins qu'il n'en soit autrement réglé par le conseil.».

**43.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 113, du suivant:

«**113a.** La session du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.».

**44.** L'article 148 de ce code, remplacé par l'article 5 du chapitre 103 des lois de 1930 et modifié par l'article 1 du chapitre 118 des lois de 1933, est remplacé par le suivant:

«**148.** Le secrétaire-trésorier reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quoiqu'il ait été engagé pour un temps déterminé; cependant, il ne peut être destitué et son traitement ne peut être diminué que par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du conseil.».

**45.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 244a, du suivant:

«**244b.** Dans une municipalité divisée en districts électoraux en vertu de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (1978, c. 63), une personne visée à l'article 243 ou 244 peut voter à l'élection du maire et à celle du conseiller local du district élec-

toral dans lequel elle est domiciliée ou dans lequel est situé l'immeuble dont elle est propriétaire ou le magasin, le comptoir, la boutique, le bureau ou la place d'affaires dont elle est locataire, selon le cas.

Aux fins du premier alinéa, si une personne visée à l'article 243, non domiciliée dans la municipalité depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin, est à la fois propriétaire d'un immeuble et locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une place d'affaires, on tient compte de l'adresse de l'immeuble dont elle est propriétaire. Si une telle personne est propriétaire de plusieurs immeubles, on tient compte de l'adresse de celui dont la valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière est la plus élevée; si une telle personne est locataire de plusieurs magasins, comptoirs, boutiques, bureaux ou places d'affaires, on tient compte de l'adresse de celui dont la valeur inscrite au rôle de la valeur locative est la plus élevée ou, à défaut d'un tel rôle, dont le loyer est le plus élevé.».

**46.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 249f, de ce qui suit:

## «CHAPITRE PREMIER C

### DE L'ÉLECTION EN BLOC DES MEMBRES DU CONSEIL

«**249g.** Malgré toute disposition inconciliable du présent code, le conseil peut, par règlement adopté à la majorité des deux tiers de ses membres et approuvé par le ministre des affaires municipales, décréter que lors de toute élection générale à compter de la deuxième suivant l'entrée en vigueur du règlement, tous les postes de membres du conseil pourront faire l'objet d'une mise en candidature, et que la durée du mandat des personnes alors proclamées élues sera de deux ou de trois ans.

Un règlement visé au premier alinéa ne peut être abrogé. Il ne peut être modifié que pour changer la durée du mandat prévue par le règlement. Une telle modification n'a effet qu'à compter de l'élection générale qui suit son entrée en vigueur.

«**249h.** Le mandat des membres du conseil qui doit expirer à l'époque de la troisième ou de la quatrième élection générale suivant l'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 249g se termine à l'époque de la deuxième élection générale suivant cette entrée en vigueur, conformément à l'article 84 et sous réserve de toute cause d'expiration prématurée du mandat.

Les personnes élues lors de la première élection générale qui suit l'entrée en vigueur du règlement le sont pour un mandat d'un an, sous la même réserve.

«**249i.** À compter de la deuxième élection générale qui suit l'entrée en vigueur du règlement visé à l'article 249g, les élections générales dans la municipalité ont lieu à la date prévue par l'article 245, à tous les deux ou trois ans, selon ce que prévoit le règlement.

«**249j.** Le conseil peut adopter le règlement visé à l'article 1.4 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (1978, c. 63) simultanément ou postérieurement à l'adoption du règlement visé à l'article 249g.

Toutefois, le règlement mentionné en premier lieu ne peut entrer en vigueur avant que celui mentionné en second lieu soit en vigueur.».

**47.** L'article 256 de ce code, remplacé par l'article 15 du chapitre 82 des lois de 1975, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**256.** La corporation peut, par résolution de son conseil approuvée par le ministre des affaires municipales, établir et modifier un tarif d'honoraires, de frais et de dépenses payables aux officiers d'élection, aux membres du comité de révision de l'annexe du rôle d'évaluation autres que le président d'élection et à toute autre personne que le ministre des affaires municipales désigne parmi celles qui exercent une fonction relativement à une élection dans la municipalité.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Un décret ou un tarif du ministre des affaires municipales est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à la date de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.».

**48.** L'article 257 de ce code, modifié par l'article 2 du chapitre 68 des lois de 1926, l'article 4 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 4 du chapitre 83 des lois de 1934, l'article 25 du chapitre 86 des lois de 1968 et l'article 272 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

«**257.** Quinze jours au moins avant le dernier dimanche ou lundi d'octobre selon que l'élection a lieu le premier dimanche



ou lundi de novembre, le président d'élection doit donner avis public, sous sa signature, désignant:».

**49.** L'article 259 de ce code, modifié par l'article 2 du chapitre 100 des lois de 1922 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 2 du chapitre 49 des lois de 1948 et modifié par l'article 22 du chapitre 53 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le bulletin de présentation d'un candidat à un poste de conseiller mentionne le district électoral visé et les électeurs visés au deuxième alinéa qui présentent ce candidat doivent être des personnes habiles à voter à l'élection au poste de conseiller de ce district.».

**50.** L'article 261 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le premier alinéa s'applique dans le cas où il n'y a qu'un seul candidat au poste de maire ou au poste de conseiller d'un district. Il y a votation à chaque poste pour lequel il y a plus d'un candidat.».

**51.** L'article 263 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le président de l'élection déclare élu le candidat au poste de maire ou de conseiller d'un district qui, par suite d'un retrait visé au premier alinéa, demeure seul sur les rangs.».

**52.** L'article 264 de ce code, modifié par l'article 274 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le premier alinéa ne s'applique qu'à l'égard de l'élection au poste auquel se présentait le candidat décédé.».

**53.** L'article 266 de ce code, modifié par l'article 5 du chapitre 74 des lois de 1927, l'article 12 du chapitre 88 des lois de 1929, l'article 1 du chapitre 103 des lois de 1931-1932 et l'article 16 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Lorsque, d'après le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité, celle-ci comprend plus de trois cents électeurs, ou

lorsqu'elle est divisée en districts électoraux, la votation doit avoir lieu à plus d'un endroit ou plus d'un bureau de votation.».

**54.** L'article 274 de ce code, modifié par l'article 7 du chapitre 103 des lois de 1930, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, l'électeur peut voter pour un candidat au poste de maire et pour un candidat au poste de conseiller du district où il est habile à voter conformément à l'article 244*b*.».

**55.** L'article 283 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le président proclame élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix à l'élection au poste de maire et au poste de conseiller de chaque district.».

**56.** L'article 312*a* de ce code, édicté par l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1954-1955, est remplacé par le suivant:

«**312*a*.** À moins qu'il n'ait été plus tôt assigné à se rendre devant un juge qui doit procéder à une nouvelle addition ou à un nouveau dépouillement des votes, le président d'élection doit, à l'expiration des quatre jours qui suivent celui du scrutin, proclamer élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix eu égard au nombre de sièges vacants.

Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le président proclame élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix à l'élection au poste de maire et au poste de conseiller de chaque district.».

**57.** L'article 313*a* de ce code, édicté par l'article 7 du chapitre 74 des lois de 1927 et modifié par l'article 17 du chapitre 82 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa du paragraphe 1, du suivant:

«Dans une municipalité divisée en districts électoraux, le président doit diviser le rôle d'évaluation en fonction des électeurs habiles à voter à l'élection du conseiller de chaque district, en vertu de l'article 244*b*, établir un bureau de votation distinct pour chaque district dont le poste de conseiller doit être comblé par votation, et déterminer l'endroit où est situé chaque bureau de votation. S'il y a plus de trois cents électeurs habiles à voter à l'élection du conseiller d'un même district, le premier alinéa s'applique aux fins de cette élection.».

**58.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 443*g*, du suivant:

«**443*h*.** Les membres du conseil d'une corporation locale ou de comté, tant qu'ils demeurent en fonction, sont autorisés à participer aux assurances collectives contractées par cette corporation en vertu de l'article 443*e*, aux mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires et employés mentionnés à ces articles.».

**59.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 633*a*, des suivants:

«**633*b*.** Dans les trente jours de l'adoption du budget, le conseil de la corporation locale tient une session spéciale consacrée exclusivement aux explications, questions et commentaires relatifs au budget.

Au moins dix jours avant la session visée au premier alinéa, un sommaire explicatif du budget est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la municipalité.

«**633*c*.** Au moins huit jours avant la session au cours de laquelle le budget doit être adopté, le secrétaire-trésorier donne un avis public qui mentionne:

1° le lieu, la date, l'heure et l'objet de la session au cours de laquelle le budget doit être adopté;

2° le lieu, la date, l'heure et l'objet de la session visée à l'article 633*b*;

3° le droit de toute personne de consulter le budget et d'en obtenir copie et les modalités d'exercice de ce droit.

En plus d'être affiché, cet avis est publié dans un journal diffusé dans la municipalité.

«**633*d*.** Le maire dépose devant le conseil les états financiers de la corporation locale pour l'exercice financier précédent et les explique sommairement.

Les articles 633*b* et 633*c* s'appliquent, en les adaptant, à l'égard des états financiers, comme si leur dépôt était l'adoption du budget.».

**60.** La formule numéro 9 de ce code est modifiée par le remplacement, dans le case de gauche du recto du bulletin de vote, des mots et chiffre «Election pour les conseillers de la municipalité de . . . 19.,,» par les mots et chiffre «Election pour les

conseillers (ou le conseiller du district électoral . . .) de la municipalité de . . . 19 . . .».

**61.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 14, du suivant:

«**14.1** Le procureur général peut:

1° présenter une requête en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif;

2° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supramunicipal» a le sens que lui confèrent les articles 41b et 41c de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979.

Le présent article s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui les régit, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1.».

**62.** L'article 65 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**65.** La municipalité verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il rend à la municipalité à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa fonction, une somme annuelle minimale égale à la somme des montants suivants:

1° 0,70 \$ par habitant compris dans la tranche de la population de la municipalité n'excédant pas 5 000 habitants;

2° 0,63 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 5 000 habitants mais n'excédant pas 15 000 habitants;

3° 0,39 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 15 000 habitants mais n'excédant pas 50 000 habitants;

4° 0,17 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 50 000 habitants mais n'excédant pas 100 000 habitants;

5° 0,07 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 100 000 habitants mais n'excédant pas 300 000 habitants;

6° 0,005 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 300 000 habitants.

La municipalité verse à chacun des conseillers, aux mêmes fins, une somme annuelle minimale égale au tiers de celle versée au maire.

«**65.1** Pour le calcul visé à l'article 65, le chiffre de la population de la municipalité est accru en lui ajoutant le produit obtenu par la multiplication du nombre 1,25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue.

Le nombre des maisons de villégiature visées au premier alinéa est celui qui apparaît dans un état dressé annuellement par le greffier.

La différence entre la somme calculée selon le critère du chiffre accru de la population et celle à laquelle le membre du conseil aurait droit sans cet accroissement ne peut excéder:

1° dans le cas du maire, 1 700 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 1 700 \$;

2° dans le cas d'un conseiller, 500 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 500 \$.

«**65.2** Le maire ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 1 500 \$.

Un conseiller ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 500 \$.

«**65.3** Les articles 65 à 65.2 n'ont pas pour effet d'éliminer une rémunération ou une allocation additionnelle prévue par la loi pour l'exercice d'une fonction particulière dans la municipalité.

«**65.4** Les montants d'argent prévus par les articles 65 à 65.2 sont augmentés, s'il y a lieu, pour chaque exercice financier de la municipalité, conformément aux alinéas suivants.

Un montant applicable pour un exercice donné est égal à celui applicable pour l'exercice précédent multiplié par le salaire de base pour l'année précédant l'exercice considéré et divisé par le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base pour une année est la moyenne arithmétique des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15), pour chacun des douze mois de la période se terminant avec le mois de juin de l'année. Ces traitements et salaires, pour chacune des deux années précédant l'exercice financier municipal considéré, sont ceux apparaissant dans la première publica-

tion de Statistique Canada contenant ceux pour le mois de juin précédant immédiatement l'exercice financier.

Lorsque le produit du calcul visé au deuxième alinéa appliqué à un montant par habitant est un nombre comportant une partie décimale, on ne tient compte que des trois premières décimales. Lorsque le produit de ce calcul appliqué à un autre montant n'est pas un multiple de 10, il est porté au plus proche multiple de 10.

Un montant applicable pour un exercice donné ne peut être inférieur à celui applicable pour l'exercice précédent. Il ne peut lui être supérieur de plus de six pour cent.

«**65.5** Chaque année, le ministre des affaires municipales publie à la *Gazette officielle du Québec* le résultat du calcul prévu par l'article 65.4.

«**65.6** Le conseil peut, par règlement, décréter que sera versée annuellement au maire ou aux conseillers, aux fins mentionnées à l'article 65, une somme qu'il fixe et qui excède celle calculée en vertu des articles 65 à 65.5.

Le conseil ne peut, en vertu du premier alinéa, fixer à l'égard des conseillers une somme annuelle supérieure au tiers de celle versée au maire ou fixée à son égard.

«**65.7** Le membre du conseil qui donne l'avis de motion relatif au règlement visé à l'article 65.6 dépose en même temps devant le conseil un projet de tel règlement qui, notamment, indique les sommes auxquelles ont droit les membres du conseil en vertu des articles 65 à 65.5 et contient, s'il y a lieu, la mention prévue par l'article 65.8.

Dans le cas d'une cité ou d'une ville régie par une charte spéciale ne prévoyant pas d'avis de motion avant l'adoption d'un règlement, le projet de règlement soumis au conseil par le comité exécutif doit contenir les mentions exigées par le premier alinéa.

Avis public est donné par le greffier, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la séance où il doit être adopté, au moins vingt et un jours avant cette séance.

Le projet de règlement fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de la séance où il doit être adopté.

Une contravention au présent article entraîne la nullité du règlement.

«**65.8** Le conseil peut, dans le règlement visé à l'article 65.6, décréter que l'article 65.4 s'applique, en l'adaptant, à la somme fixée par ce règlement, pour tout exercice financier municipal à compter du premier qui commence après l'entrée en vigueur du règlement, tant que celui-ci conserve son effet.

«**65.9** Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement des sommes établies en vertu des articles 65 à 65.8, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller.

«**65.10** Un membre du conseil qui est membre du comité exécutif de la municipalité reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce dernier titre, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8.

Un conseiller qui est président du comité exécutif de la municipalité reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, outre celles visées au premier alinéa, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8.

Un membre du conseil de la ville de Montréal, Québec ou Laval qui est vice-président ou président intérimaire du comité exécutif de cette ville reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, outre celles visées au premier alinéa, une somme égale à la moitié de la somme annuelle payable à un conseiller de la ville en vertu des articles 65 à 65.8.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement d'une somme additionnelle visée au présent article, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la fonction au sein du comité exécutif.

Le présent article s'applique sous réserve des articles 65.11 et 65.13. Il ne s'applique pas dans le cas d'un comité administratif.

«**61.11** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la municipalité ne peut recevoir de celle-ci et d'un organisme qui en est le mandataire, à titre de rémunération et d'allocation de dépenses pour une fonction dans la municipalité et dans l'organisme, une somme globale annuelle supérieure au montant déterminé selon les paragraphes suivants:

1° dans le cas du maire, ou d'un conseiller qui a droit à une rémunération additionnelle en vertu du deuxième ou troisième alinéa de l'article 65.10: le plus élevé entre 50 000 \$ ou la somme

des rémunérations du maire et d'un conseiller selon les articles 65, 65.1 et 65.4;

2° dans le cas d'un autre conseiller: le tiers du montant maximum applicable au maire de la municipalité conformément au paragraphe 1°.

Les articles 65.4 et 65.5 s'appliquent, en les adaptant, au montant de 50 000 \$ mentionné au premier alinéa.

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir de la municipalité et d'un organisme mandataire de celle-ci, si les premier et deuxième alinéas ne s'appliquaient pas, excède le maximum fixé par ceux-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum.

Aux fins du présent article, on entend par «organisme mandataire de la municipalité»:

1° un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la municipalité; ou

2° un organisme dont le conseil d'administration est composé entièrement de membres du conseil de la municipalité et dont le budget est adopté par celle-ci.

«**65.12** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la municipalité ne peut recevoir de celle-ci, d'un organisme qui en est le mandataire et d'un organisme supramunicipal, à titre de rémunération et d'allocation de dépenses pour une fonction dans la municipalité et dans l'organisme, une somme globale annuelle supérieure à celle que le gouvernement peut fixer par décret.

Le gouvernement peut définir des catégories de municipalités, d'organismes mandataires de celle-ci, d'organismes supramunicipaux et de fonctions, et fixer selon ces catégories des sommes maximales différentes.

Le décret du gouvernement est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier qui précède ou qui suit sa publication, selon ce qui y est prévu.

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci et d'un organisme supramunicipal, si le décret du gouvernement ne s'appliquait pas, excède le maximum fixé par celui-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum. Pour le calcul de la somme globale annuelle qu'un



membre du conseil devrait recevoir, on tient compte de la réduction effectuée conformément au troisième alinéa de l'article 65.11, s'il y a lieu.

Aux fins du présent article, les expressions «organisme mandataire de la municipalité» et «organisme supramunicipal» ont le sens que leur confèrent respectivement l'article 65.11 et l'article 14.1.

**«65.13** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la municipalité ne peut recevoir, à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à ses fonctions dans la municipalité, dans un organisme mandataire de celle-ci ou dans un organisme supramunicipal, une somme globale annuelle supérieure au montant de l'allocation annuelle pour frais de représentation d'un député de l'Assemblée nationale du Québec fixé par la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1).

Lorsque la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir à titre de dédommagement d'une partie de ses dépenses, si le premier alinéa ne s'appliquait pas, excède le maximum fixé par celui-ci, l'excédent est censé être, pour chaque fonction visée et proportionnellement à la rémunération de base y attachée, une rémunération additionnelle au lieu d'un dédommagement de dépenses. Pour le calcul de la somme globale annuelle qu'un membre du conseil devrait recevoir, on tient compte de la réduction effectuée conformément au troisième alinéa de l'article 65.11 ou au quatrième alinéa de l'article 65.12, s'il y a lieu.

Aux fins du présent article, les expressions «organisme mandataire de la municipalité» et «organisme supramunicipal» ont le sens que leur confèrent respectivement l'article 65.11 et l'article 14.1.

**«65.14** Les articles 65 à 65.13 s'appliquent à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1, y compris les villes de Montréal, Québec et Laval.

**«65.15** Les dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la municipalité doivent être, dans chaque cas, autorisées au préalable par le conseil. Ce dernier approuve leur paiement sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives.

Cependant, le conseil peut aussi, par règlement, établir un tarif applicable aux cas où ces dépenses sont occasionnées par un acte ou une catégorie d'actes accomplis au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec. Ce tarif tient lieu de l'autorisation préalable mentionnée au premier alinéa. Le paie-

ment de ces dépenses est approuvé par le conseil sur présentation d'un état appuyé des pièces justificatives exigées par le règlement.».

**63.** L'article 68a de cette loi, édicté par l'article 119 du chapitre 63 des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

«**68a.** Le conseil peut, par règlement adopté à la majorité des deux tiers des voix, constituer un comité exécutif de trois ou cinq membres, selon que le conseil se compose de 12 à 20 conseillers, ou de plus de 20 conseillers.».

**64.** L'article 68d de cette loi, édicté par l'article 119 du chapitre 63 des lois de 1978, est abrogé.

**65.** L'article 68j de cette loi, édicté par l'article 119 du chapitre 63 des lois de 1978 et modifié par l'article 15 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par la suppression du paragraphe a du premier alinéa;

2° par le remplacement du paragraphe c du premier alinéa par le suivant:

«c) dont le conseil se compose d'au moins 12 conseillers.».

**66.** L'article 303 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**303.** Le conseil peut, par résolution approuvée par le ministre des affaires municipales, établir et modifier un tarif d'honoraires, de frais et de dépenses payables aux recenseurs, aux membres du bureau de révision, aux officiers d'élection, au trésorier exerçant les fonctions que lui confère le chapitre VII de la partie I de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (1978, c. 63), et à toute autre personne que le ministre des affaires municipales désigne parmi celles qui exercent une fonction relativement à une élection dans la municipalité.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Un décret ou un tarif du ministre des affaires municipales est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur à la date de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.».

**67.** L'article 322 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Une séance du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

Dans une municipalité dont le conseil se compose de plus de 20 conseillers, ce dernier peut toutefois, par règlement, décréter que la période de questions orales par les personnes présentes est remplacée par la procédure décrite dans les alinéas suivants.

Une question doit être transmise par écrit au greffier de la municipalité. Ce dernier inscrit cette question, dès sa réception, dans un registre qui fait partie des archives et qui peut être consulté, en outre, pendant les séances du conseil.

Le maire ou le président du comité exécutif répond à la question lors d'une séance du conseil, soit oralement, soit en déposant devant le conseil une réponse écrite qui est consignée au registre.

Le règlement du conseil mentionné au troisième alinéa peut limiter le nombre de questions qu'une même personne peut transmettre au greffier.

Le présent article s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui les régit, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1.».

**68.** L'article 345 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité de 1 000 habitants ou plus divisée en quartiers ou districts électoraux, l'avis doit également être affiché dans chaque quartier ou district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.».

**69.** L'article 464 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 10°, de l'alinéa suivant:

«Les membres du conseil, tant qu'ils demeurent en fonction, sont autorisés à participer aux assurances collectives contractées par la municipalité en vertu du présent paragraphe, aux mêmes conditions que celles applicables aux employés mentionnés à ces articles.».

**70.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 474, des suivants:

«**474.1** Dans les trente jours de l'adoption du budget ou du programme triennal d'immobilisations, le conseil de la municipalité tient une séance spéciale consacrée exclusivement aux explications, questions et commentaires relatifs au budget ou au programme triennal d'immobilisations, ou aux deux.

Au moins dix jours avant la séance visée au premier alinéa, un sommaire explicatif du budget ou du programme triennal d'immobilisations est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la municipalité.

«**474.2** Au moins huit jours avant la séance au cours de laquelle le budget ou le programme triennal d'immobilisations doit être adopté, le greffier donne un avis public qui mentionne:

1° le lieu, la date, l'heure et l'objet de la séance au cours de laquelle le budget ou le programme triennal d'immobilisations doit être adopté;

2° le lieu, la date, l'heure et l'objet de la séance visée à l'article 474.1;

3° le droit de toute personne de consulter le budget ou le programme triennal d'immobilisations et d'en obtenir copie et les modalités d'exercice de ce droit.

«**474.3** Le maire ou le président du comité exécutif dépose devant le conseil les états financiers de la municipalité pour l'exercice financier précédent et les explique sommairement.

Les articles 474.1 et 474.2 s'appliquent, en les adaptant, à l'égard des états financiers, comme si leur dépôt était l'adoption du budget.

«**474.4** Les articles 474.1 à 474.3 s'appliquent à toutes les municipalités de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui les régit, même si elles ne sont pas visées par l'article 1.».

**71.** L'article 25 de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., c. F-6) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cette poursuite ne peut être intentée que par un électeur de la municipalité intéressée ou par le procureur général.».

**72.** L'article 27 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**27.** Aux fins de la présente loi, on entend par:

1° «membre d'un conseil municipal»: outre son sens ordinaire, un délégué de comté ou un membre du conseil d'une communauté urbaine ou régionale;

2° «ville», «municipalité» et «corporation»: outre leur sens ordinaire, un bureau de délégués de comté ou une communauté urbaine ou régionale;

3° «électeur» et «contribuable»: dans le cas où la présente loi s'applique un bureau de délégués de comté ou à une communauté urbaine ou régionale, un électeur et un contribuable d'une municipalité représentée au bureau de délégués de comtés ou faisant partie de la communauté.».

**73.** L'article 41c de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édicté par l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**41c.** Le gouvernement peut aussi identifier comme organisme supramunicipal aux fins de l'application de la présente section, une commission ou un conseil créé par la loi et dont la majorité des membres en font partie à titre de chef du conseil ou de conseiller d'une municipalité ou d'une corporation de comté. Il peut aussi identifier ainsi une municipalité régionale de comté dont une seule municipalité fait partie.».

**74.** L'article 1 de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c. T-14) est remplacé par le suivant:

«**1.** Malgré toute loi générale ou spéciale, mais sous réserve de l'article 625b du Code municipal et de l'article 610b de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) édicté par l'article 22 du chapitre 52 des lois de 1977, une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, sauf les villes de Montréal et de Québec, doit, pour ordonner des travaux de construction ou d'amélioration, adopter un règlement à cet effet et y pourvoir à l'appropriation des deniers nécessaires pour payer le coût de ces travaux.

Le présent article ne s'applique pas aux travaux de réparation ou d'entretien.».

**75.** L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**2.** Malgré l'article 1 ou toute loi générale ou spéciale, une corporation municipale peut ordonner des travaux de construction ou d'amélioration par résolution lorsqu'elle pourvoit, dans cette résolution, à l'appropriation des deniers nécessaires pour en payer le coût à même ses fonds généraux non autrement appropriés.».

**76.** L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Peut être déclaré inhabile à exercer une fonction municipale pendant cinq ans à compter du jugement de dernière instance le membre d'un conseil municipal qui, à l'encontre de la présente loi, sciemment, par son vote ou autrement, ordonne des travaux de construction ou d'amélioration ou autorise à cet effet la corporation municipale à contracter ou contracte au nom de celle-ci.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25). Un contribuable peut exercer ce recours.

Le membre du conseil ou le fonctionnaire d'une corporation municipale qui, à l'encontre de la présente loi, par son vote ou autrement, ordonne des travaux de construction ou d'amélioration ou autorise à cet effet la corporation à contracter ou contracte au nom de celle-ci est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende n'excédant pas 5 000 \$ payable à la corporation.».

**77.** L'article 66 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102), modifié par l'article 9 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 3 du chapitre 84 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et l'article 4 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par la suppression du cinquième alinéa.

**78.** L'article 66a de cette charte, édicté par l'article 5 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«À cette fin, le maire paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, une contribution équivalant à 5 1/2 % de son indemnité. Aux fins du présent alinéa, son indemnité est de 26 667 \$ par année.».

**79.** L'article 69 de cette charte est modifié par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa par le suivant:

«a) est, d'office, membre du comité exécutif de la ville et possède tous les pouvoirs, attributions et prérogatives attachés à cette fonction;».

**80.** L'article 76 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1<sup>re</sup> session), l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 4 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi numéro 200*) des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant:

«**76.** Il est retranché de l'indemnité à laquelle a droit un conseiller soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville ou une maladie attestée par certificat de médecin ou l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une soeur.».

**81.** L'article 85 de cette charte, modifié par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et l'article 5 du chapitre 84 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et remplacé par l'article 10 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«À cette fin, le président du comité exécutif paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, une contribution équivalant à 5½% de son indemnité. Aux fins du présent alinéa, son indemnité est de 17 333 \$ par année.».

**82.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1171, du suivant:

«**1171 a.** Un avis public de la ville ou de l'un de ses fonctionnaires ou employés doit être affiché au bureau du greffier et dans chaque district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.».

**83.** L'article 15 de la Charte de la ville de Québec (1929, c. 95), remplacé par l'article 5 du chapitre 71 des lois de 1945, l'article 25 du chapitre 51 des lois de 1948, l'article 8 du chapitre 77 des lois de 1950, l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1953-1954, l'article 4 du chapitre 69 des lois de 1956-1957, l'article 5 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et l'article 3 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, modifié par l'article 4 du chapitre 68 des lois de 1970, remplacé par l'article 1 du chapitre 97 des lois de 1974, et modifié par l'article 4 du chapitre 54 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**15.** La ville paie annuellement au président du conseil, en outre de ce qu'elle lui verse à tout autre titre, un indemnité de 1 080 \$ et une allocation de dépenses de 540 \$.».

**84.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 15d, du suivant:

«**15e.** Aux fins des articles 15a à 15c, les indemnités annuelles des membres du conseil et du comité exécutif sont censées être les suivantes:

1° celle du maire:

a) comme membre du conseil: 5 400 \$;

b) comme maire et président du comité exécutif: 17 280 \$;

2° celle des membres du comité exécutif:

a) comme conseillers: 5 400 \$;

b) comme membres du comité exécutif: 7 560 \$;

3° celle du président du conseil:

a) comme conseiller: 5 400 \$;

b) comme président: 1 080 \$;

4° celle des membres du conseil: 5 400 \$.».

**85.** L'article 151 de cette charte, remplacé par l'article 43 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Nul membre du conseil ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel.

Le conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question, et ce membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Le présent article ne s'applique pas à la formation d'un comité ou d'une commission.». ».

**86.** Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 660, de ce qui suit:

#### «SECTION XLI

#### «AVIS PUBLIC

«**660a.** Un avis public de la ville ou de l'un de ses fonctionnaires ou employés doit être affiché au bureau du greffier et dans chaque district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.». ».

**87.** L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), remplacé pour la Ville de Laval par l'article 16 du chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et l'article 2 du chapitre 112 des lois de 1978, est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;



- 2° par la suppression du troisième alinéa;
- 3° par la suppression du cinquième alinéa;
- 4° par la suppression du huitième alinéa.

**88.** L'article 5 de la Charte de la ville de Hull (1975, c. 94) est abrogé.

**89.** L'article 64c de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), édicté pour la ville de Sainte-Foy par l'article 9 du chapitre 56 des lois de 1976, est abrogé.

**90.** L'article 64b de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), édicté pour la ville de Charlesbourg par l'article 4 du chapitre 87 des lois de 1977, est abrogé.

**91.** L'article 17 ne rend pas inhabile à exercer sa fonction un membre du conseil d'une municipalité qui a été mis en candidature conformément à l'article 22 de la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes.

**92.** Un membre du conseil d'une municipalité, au sens du paragraphe *f.2* de l'article 2 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités modifié par l'article 3, dépose devant le conseil la déclaration visée à l'article 33.2 de cette loi édicté par l'article 25, dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**93.** Le dernier état préparé avant l'entrée en vigueur de la présente loi et indiquant le nombre de maisons de villégiature situées dans une municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue demeure valable aux fins du calcul d'une rémunération en vertu des dispositions édictées par les articles 37 et 62, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément à ces dispositions.

**94.** Une résolution du conseil d'une municipalité déterminant les modalités du paiement d'une rémunération, adoptée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet, en l'adaptant, à l'égard d'une rémunération calculée en vertu des dispositions édictées par les articles 37 et 62, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou remplacée conformément à ces dispositions.

**95.** Un règlement du conseil d'une municipalité établissant un tarif tenant lieu de l'approbation préalable des dépenses réellement encourues par un membre de ce conseil pour le compte de la municipalité, en vigueur avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet jusqu'à ce qu'il soit modifié ou rem-

placé conformément aux dispositions édictées par les articles 37 et 62.

**96.** Un tarif d'honoraires, de frais et de dépenses payables aux officiers d'élection, aux recenseurs ou aux membres du bureau de révision de la liste électorale d'une municipalité, établi par le ministre des affaires municipales avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet même s'il n'est pas publié à la *Gazette officielle du Québec* conformément aux articles 256 du Code municipal et 303 de la Loi sur les cités et villes modifiés respectivement par les articles 47 et 66, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément à ces articles.

**97.** Les articles 77 à 77b et 77h à 77k du Code municipal édictés par l'article 37, les articles 65 à 65.3 et 65.9 à 65.14 de la Loi sur les cités et villes édictés par l'article 62, ainsi que les articles 64, 77 à 81, 83, 84 et 87 à 90, ont effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

**98.** Malgré l'article 97, un membre du conseil d'une municipalité ne peut recevoir, à titre de rémunération ou de dédommagement de dépenses, pour une fonction dans la municipalité, un organisme mandataire de celle-ci ou un organisme supramunicipal, une somme inférieure à celle à laquelle un tel membre du conseil a droit en vertu des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois la somme globale reçue à titre de dédommagement de dépenses par un tel membre du conseil est limitée conformément aux articles 77k du Code municipal et 65.13 de la Loi sur les cités et villes édictés respectivement par les articles 37 et 62, sauf si ce membre du conseil est visé par l'article 99.

**99.** Un membre du conseil d'une municipalité qui est en fonction le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui reçoit alors, à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions mentionnées à l'article 77k du Code municipal édicté par l'article 37 ou 65.13 de la Loi sur les cités et villes édicté par l'article 62, une somme globale annuelle supérieure au maximum prévu par ces articles ne peut recevoir, à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à chaque fonction qu'il continue d'exercer, une somme inférieure à celle qu'il reçoit à ce titre à la date susmentionnée. Un membre du conseil n'est pas réputé cesser d'exercer une fonction à l'expiration de son mandat s'il est réélu ou renommé à cette fonction pour un mandat consécutif.

**100.** Les articles 77*c* et 77*d* du Code municipal et 65.4 et 65.5 de la Loi sur les cités et villes, édictés respectivement par les articles 37 et 62, ont effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981.

**101.** Les articles 43, 67, 68, 82 et 86 ont effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1980.

Toutefois, une municipalité peut avant cette date adopter et mettre en vigueur un règlement visé à ces articles.

Un règlement relatif à une période de questions lors des séances du conseil d'une municipalité, en vigueur avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet, dans la mesure où il est conforme aux dispositions édictées par les articles 43 et 67, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément à ces dispositions.

**102.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.